

Questions orales

LE LOGEMENT

LES MESURES GOUVERNEMENTALES ENVISAGÉES POUR L'ACCÉLÉRATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME POUR LES AUTOCHTONES ET LES RURAUX—LA REPRÉSENTATION DES AUTOCHTONES À LA CONFÉRENCE HABITAT DE VANCOUVER

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre d'État chargé des Affaires urbaines s'il peut dire à la Chambre quels sont les projets de la société en vue d'accélérer le programme de logement destiné aux autochtones et aux habitants des régions rurales qui a été mis en œuvre il y a deux ans et qui jusqu'ici a atteint moins de 1 p. 100 de l'objectif fixé?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, j'ignore où le député a obtenu les chiffres qu'il a cités, mais il y a deux ans, le nombre de mises en chantier pour tout le secteur était peut-être de 42. Je me rappelle avoir indiqué aux députés tout le travail qu'il fallait faire pour mettre les choses en route dans ce secteur. Le tout dernier chiffre des mises en chantier qu'on m'a communiqué est de 3,500 et si nous maintenons ce niveau d'activité, nous pourrions fort bien atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé. J'ai rencontré les autochtones la semaine dernière. Ce programme a une haute priorité pour mon ministère et pour la Société centrale d'hypothèques et de logement. Nous collaborons étroitement avec les autochtones. Nous avons mis beaucoup plus de temps à lancer le programme que nous n'avions prévu, mais étant donné le niveau d'activité actuel, je pense que les choses vont bon train. Nous nous heurtons à des problèmes d'administration, mais cela vaut mieux que des problèmes de frustration.

M. Oberle: Monsieur l'Orateur, le chiffre de 50,000 maisons que j'ai cité à la Chambre a été tiré d'un rapport publié par le ministère des Affaires urbaines. Jusqu'ici, on a terminé la construction de 410 maisons. J'aimerais demander au ministre si lui et son ministère ont l'intention de permettre aux autochtones d'être représentés, pendant la conférence Habitat à Vancouver, puisqu'il ne faut qu'un terrain de 15 sur 20 pour exposer une unité de logement autochtone au Canada?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la première partie de la question, qui n'est pas une question du tout en réalité, j'ignore de quelle partie du programme le député veut parler, mais le total des unités de logement est de 3,500. En ce qui concerne Habitat, les autochtones seront représentés au sein de la délégation canadienne.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

PIL—LES PERSPECTIVES D'AUGMENTATIONS DES CRÉDITS

M. Robert Muir (Cape-Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et a trait aux commentaires parus dans les journaux au cours de la fin de semaine au sujet des propos qu'aurait tenus le ministre de l'Industrie et du Commerce sur le financement futur du Programme d'initiatives locales. Le ministre peut-il nous dire quand il sera en mesure d'allouer d'autres fonds au PIL, étant donné le taux élevé du chômage, surtout dans les provinces atlantiques, et notamment dans l'île du Cape-Breton où il dépasse maintenant 25 p. 100?

[M. Andras.]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, il m'est impossible de promettre au député d'augmenter les crédits de 100 millions de dollars déjà engagés pour 1976-1977. J'ai déjà dit et je confirme à la Chambre une légère réduction des crédits qui étaient de 135 millions de dollars. Ces fonds seront principalement affectés aux régions gravement touchées par le chômage. Peut-être les circonscriptions où le taux de chômage est moins élevé seront-elles ainsi défavorisées, mais d'après les renseignements que j'ai obtenus aujourd'hui, les crédits ne pourront dépasser 100 millions de dollars.

* * *

LES FINANCES

LES RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-RETRAITE—
DEMANDE D'ACCROISSEMENT DE LA SOUPLASSE AU MOYEN
DE CERTAINES MODIFICATIONS

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. A ce temps-ci de l'année, de nombreux Canadiens se renseignent sur les régimes enregistrés d'épargne-retraite, et ma question a trait au règlement qui rend obligatoire l'achat d'une rente viagère avant le 71^e anniversaire de naissance. Comme résultat, il arrive souvent que le revenu en espèces n'est pas plus élevé que l'intérêt qu'on toucherait sur des placements, les biens au moment des décès se déprécient et le capital non utilisé reste ainsi entre les mains des sociétés d'assurance. Le ministre voudrait-il examiner la possibilité de modifier la situation de manière que les régimes enregistrés d'épargne-retraite puissent tenir compte des placements et puissent être amortis à volonté, à condition évidemment que les sommes prélevées soient inscrites dans les recettes de l'année écoulée, tout cela pour accroître la souplesse du régime et supprimer les injustices actuelles?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous sommes en train d'examiner le fonctionnement de ce programme. Évidemment, toute modification au programme qui aurait des incidences sur le régime fiscal devrait sans doute être effectuée à l'occasion d'un exposé budgétaire.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

LES MOTIFS DU RETARD À LA MISE EN APPLICATION DES
MESURES RELATIVES AUX PENSIONS DES EX-PRISONNIERS DE
GUERRE

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Comme il n'en coûterait qu'environ 9 millions de dollars par an pour assurer les pensions des prisonniers de guerre recommandées dans le septième rapport du comité permanent des affaires des anciens combattants, et compte tenu du fait que le gouvernement a dépensé des sommes se montant à plusieurs fois ce budget en de nombreux cas depuis l'entrée en application, en octobre dernier, du programme de restrictions, le ministre des Affaires des anciens combattants pourrait-il nous donner l'assurance que ce n'est pas parce qu'il a des difficultés à trouver 9 millions de dollars qu'on retarde la mise en application du rapport concernant les mesures relatives aux prisonniers de guerre?